

LE DÉBAT PUBLIC SUR L'AGRICULTURE

COMPTE RENDU D'UN DEBAT MAISON

INFORMATIONS SUR LE DEBAT MAISON

Lieu : BRESSUIRE (79300)

Date : 16 septembre 2020

Organisation: représentants de paysans des Deux-Sèvres, de structures et associations environnementales, aide sociale, amap, entre autres.

Nombre de participants : 25

CONTENU DE LA REUNION

REFLEXIONS AUTOUR DU THEME PAC ET RELOCALISATION DE L'ALIMENTATION A L'ECHELLE D'UN TERRITOIRE (le Nord Deux-Sèvres)

Quel thème principal avez-vous abordé ?

Quelle agriculture et quelle logistique pour quelle alimentation ?

A partir de ce thème, quels sujets ont émergé ? Quels constats ou diagnostics ont été exprimés sur ces sujets ?

- L'agriculture conventionnelle n'est pas en adéquation avec les attentes sociales d'agro écologie ; la majorité de l'alimentation qui en est issue ne présente pas les qualités attendues en termes d'impact environnemental.
- Sur le territoire il n'y a pas de producteurs ni distributeurs en capacité d'assurer une consommation locale (soit de petites productions dispersées, atomisées, soit de grosses productions orientées monoculture).

Le constat global est que l'ensemble de la communauté concernée est à mobiliser : éducation, politiques, producteurs, consommateurs.

de qualité nutritionnelle, et d'égalité d'accès.

Pour y remédier il faut :

- travailler à un Projet Alimentaire Territorial en s'appuyant sur les financements de la PAC dédiés;
- que les répartitions de la PAC soient redéfinies afin de favoriser/ encourager les changements de pratiques à tous les niveaux de la filière agro-alimentaire notamment en garantissant un revenu décent aux agriculteurs qui s'engagent dans cette démarche, en protégeant les terres agricoles, en facilitant l'installation.

Les participants étaient-ils globalement d'accord sur ces constats, ou des avis divers, voire opposés, se sont-ils exprimés ? Comment les points d'accord et de désaccord étaient-ils justifiés ?

Accord général sur ces points.

Le lien entre agriculture et alimentation « saine » a suscité la nécessité de caractériser cette dernière pour aboutir à une définition consensuelle d'une part et la prise en compte des inégalités sociales quant à l'accessibilité du bio et du local, d'autre part. D'où l'inclusion dans la réflexion d'exemples concrets d'actions et de solutions.

Les participants ont-ils formulé des propositions ? Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

1. Echanges sur le thème : Quelle agriculture ?

- **Communication – Expérimentation – Formation**

- Communiquer sur les possibilités indiquées par PARCEL (outil web permettant d'évaluer pour un territoire donné les surfaces agricoles nécessaires pour se nourrir localement, ainsi que les emplois agricoles et les impacts écologiques associés à d'éventuels changements de mode de production agricole et/ou de régimes alimentaires) pour montrer et convaincre (professionnels, élus, population)
- Faciliter les expérimentations, les faire financer plus facilement, plus largement par le 2ème pilier
- Lier la formation avec les expérimentations et développer dans les lycées agricoles (Sicaudières) et MFR les formations initiales sur l'agroécologie et le développement local ainsi que les formations courtes
- Travailler un Projet Alimentaire Territorial à porter auprès des agglomérations concernées (lien avec les financements de la PAC pour aider les intercommunalités à les mettre en œuvre)

- **Alimentation saine locale et accessible à tous**

1. Tarifs du local et tarifs du bio trop élevés pour les petits budgets.

Pistes envisagées :

Des aides pour les petits budgets (principes à définir) financées par l'agglo ? Tarifs privilégiés ? Participation à des activités locales donnant réduction ?

2. Former à un autre type de consommation, de transformation.

Des « tiers-lieux » ultra proximité, des espaces de convivialité fixes ou éphémères, permettant d'apprendre à transformer (cuisiner autrement, faire des conserves, échanges de bons procédés avec ses voisins : aider à la production et partage des produits transformés, ...)

Exemple en Allemagne, du magasin discount Penny (groupe Rewe) où à côté du prix de vente du produit est indiqué le coût environnemental et donc son surcoût d'impôt pour le rendre visible et permettre la comparaison

Accéder et mutualiser les travaux déjà réalisés sur le sujet

Les participants ont-ils formulé des propositions ? Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

- **Transformation possible sur notre territoire**

- Répartition des paiements de base du 1er pilier autrement que par le nombre d'hectares, imaginer une valorisation graduée par le faible/fort impact environnemental
- Passer à l'Agro écologie, penser l'Agro foresterie notamment pertinente sur notre territoire déjà enclin naturellement à le faire
- S'inspirer de l'expérience de producteurs déjà entrés dans cette démarche pour construire des programmes de formation et diffuser leurs réussites
- Travailler avec le CNRS (Chizé ou Lusignan)
- Envisager la transmission des exploitations et la gestion du foncier autrement : pour favoriser l'installation d'agriculteurs engagés dans une démarche agro écologique en nombre suffisant pour atteindre les modèles agricoles et alimentaires souhaités sur le territoire.
- Réfléchir aux variétés produites aujourd'hui et celles de demain en fonction des ressources (eau, climat, ...) et des besoins alimentaires
- Penser l'interdépendance avec les autres territoires proches (produits manquants à acheter et vendre notre surplus, alimenter les villes proches)

- **Les enjeux économiques**

- Revenus des exploitants à garantir
- Agriculture équitable
- Emplois créés grâce à la transformation sur le territoire des productions locales
- Enjeux du foncier, conserver les terres agricoles (vente aux zones commerciales et autres à repenser) cf régie agricole notamment
- Foncier et gestion de l'eau à réorienter

Les participants ont-ils formulé des propositions ? Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

2. Echanges sur le thème : logistique et gouvernance ?

- **Caractériser, garantir et Valoriser l'alimentation en local pour Tous**
 - Etablir un cahier des charges local:
 - Formation
 - Santé environnementale
 - Qualité du paysage
 - Critères sociaux
 - Créer un nouveau statut: Sécurité sociale de l'alimentation pour garantir l'accessibilité
 - Sécurité car conventionnement des agriculteurs, des caisses locales, une carte vitale de l'alimentation
 - Régie coopérative.
 - Faciliter l'identification de la production locale :-Label ? Certification ?
 - Conforter la relation de confiance et valoriser le local par la relation directe entre consommateurs et producteurs
- **Garantir un accès au foncier suffisant à l'autonomie alimentaire locale**
 - FREINS
 - Problématique du renouvellement des générations : moins de paysans
 - Problème d'orientation du foncier (ex : méthaniseurs, énergie, export)
 - PROPOSITIONS
 - Diversification de certaines exploitations agricoles
 - Réserves foncières et personnel communal consacré à la production locale.
 - Installer des paysans
- **Adapter les filières de transformation et distribution au local**
 - FREINS:
 - Transformation locale : les industries agro-alimentaires ne sont pas adaptées localement
 - PROPOSITIONS
 - Reconstruire l'artisanat de transformation et de conservation
 - Travailler sur la transformation des légumes et viande pour stabiliser le produit.
 - Formation des agriculteurs afin qu'ils soient en capacité de pallier localement aux déficiences de transformation et distribution des industries agro-alimentaires
 - Dimension du circuit-court : étendre cette option par régions
 - Sécuriser l'approvisionnement en local
 - Revenus des exploitants à garantir
 - Rétribution juste du produit pour éviter la concurrence de rentabilité entre le local alimentaire, la production d'énergie, et l'export.
 - Volonté des collectivités d'aller vers le local, ce qui engendre des questions sur le type de réseaux, le mode de circulation des informations, des contacts, etc.
 - Réflexion des collectivités sur les espaces test : urgent d'y être intégré

CONCLUSION

Ce Débat Public a permis la rencontre de personnes issues d'horizons divers et la constitution d'un groupe de travail autour de la construction d'un Projet Alimentaire Territorial. Les réunions du groupe se poursuivent en distanciel.